

gouvernement actuel a autant de conscience qu'un loup enfermé dans une bergerie.

Le ministre des Finances (M. Sharp) s'est élevé contre ce que le chef de l'opposition avait déclaré au cours d'un débat tenu le 4 octobre dernier à propos de la nécessité de permettre le ralentissement au sein de l'économie comme un élément voulu de la politique du gouvernement. Par ralentissement, dans son discours, le ministre des Finances a voulu dire chômage. Le ministre a tenté mais en vain de faire marche arrière, redoutant les répercussions funestes de sa déclaration. Voici ce qu'il a eu à dire, comme en fait foi la page 2809 du hansard:

La transition a très bien marché, sauf pour une chose, monsieur l'Orateur, et c'est que le taux d'augmentation des coûts et des prix est encore trop élevé. A mon avis, nous devons—et nous y arriverons—trouver moyen d'enrayer ce mouvement inflationniste même s'il faut, pour cela, passer par un certain ralentissement de l'économie pendant un an ou deux, alors que les hausses des prix et des coûts iront en décroissant. Nous préférons, bien entendu, éviter les sacrifices de production et de revenus que cela entraînera. Mais si nous ne pouvons exercer, collectivement et individuellement, la modération qui s'impose à l'égard des hausses de salaires et de prix dans la situation actuelle, il n'y aura pas moyen d'échapper, semble-t-il, à une période essentielle de ralentissement.

On ne peut donc qu'en conclure que le gouvernement a, comme politique bien déterminée, de ralentir la croissance économique et d'aggraver le chômage. Nous le constatons déjà, car 5 p. 100 environ de la force ouvrière sont déjà en chômage. Ce sont pourtant les mêmes députés qui, dans l'opposition, ont joué frénétiquement les prophètes de malheur pendant deux ans pendant que l'ancien gouvernement conservateur luttait contre le chômage créé par son prédécesseur libéral.

C'est cela l'hypocrisie. Cette attitude est aussi hypocrite que celle d'un directeur de pompes funèbres qui, lors de funérailles à \$10,000, verse des larmes de crocodile. Nous avons éliminé le chômage laissé par les libéraux. Ceux-ci veulent délibérément le rétablir. Voici ce que le chef de l'opposition a déclaré lors du débat que j'ai rappelé: «Nous n'accepterons pas cette politique». Puis, il a ajouté:

... à mon sens, il y a sûrement un moyen plus civilisé d'obtenir la stabilité des prix qu'en ralentissant l'économie et en augmentant de propos délibéré le chômage.

On pourrait certainement appliquer des politiques plus civilisées. Le Conseil économique du Canada a formulé certaines recommandations. J'en profite pour rappeler que le ministre et ses collègues reprochaient si durement à l'ancien gouvernement conservateur de ne pas écouter les conseils et voyez maintenant le peu de cas qu'on fait des recom-

mandations du Conseil. Songez que c'est un organisme, créé par le gouvernement lui-même. Son père spirituel est le premier ministre lui-même. Le ministre des Finances nous déclare maintenant que certains obstacles l'empêchent d'accepter ces directives. Pour lui, les opinions du Conseil étaient pessimistes. Le fait, c'est que le Conseil était plutôt optimiste dans ses opinions. Il voulait que le ministre utilise des instruments précis de navigation, mais celui-ci préfère naviguer au jugé. Voilà la brutale réalité. Elle est peut-être dure, mais on ne peut lui échapper.

La force ouvrière, déjà réduite, connaît 5 p. 100 de chômage. Les congédiements se multiplient dans le pays. Quel sort attend celui que le député de Verdun (M. Mackasey) appelle si souvent l'homme en salopette. A croire le premier ministre et le ministre des Finances, on peut voguer, la mer est belle. Le ministre des Finances est un optimiste incorrigible. Il pourrait tomber d'un gratte-ciel et dire à hauteur du 30^e étage: «Tout va bien jusqu'ici».

Dans l'intervalle, la vie chère devient toujours plus chère. Les taxes augmentent et elles augmenteront encore l'an prochain. Ils guettent nos moments d'inattention pour gonfler d'un nouveau département une administration déjà hydropique et pour inscrire un nouveau ministre sur la liste de paie du cabinet—they sont 28, je pense. Le nombre des fonctionnaires augmente à raison de 1,000 par mois. Le ministre du Revenu national (M. Benson) déclare avec optimisme espérer restreindre les nouvelles entrées à 5,000, dont 2,000, immédiatement au ministère des Postes. Vous parlez d'une perspective.

On l'a dit maintes fois pendant le débat, le gouvernement a vraiment perdu la confiance des habitants de ce pays. Il a certainement perdu la confiance des députés de ce côté-ci de la Chambre, et si les vis-à-vis ne permettaient pas à leur esprit de parti de les aveugler, ils appuieraient l'amendement qui sera mis aux voix ce soir.

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas choisi ce rang dans la liste des orateurs, qui me permet de participer au débat à la suite du député du Yukon (M. Nielsen), et je n'ai pas non plus l'intention de tenter de lui répondre, car ce n'est pas mon habitude de prononcer des discours de politique partisane.

Je ne commencerai pas mon discours en accusant l'opposition de malhonnêteté, car je n'y crois pas, pas plus d'ailleurs que le député de Yukon croit réellement que le gouvernement est malhonnête. Je suis persuadé qu'il est possible, en cette enceinte, de discuter sans s'accuser mutuellement de